



Soutien à la lutte contre l'A69

L'union syndicale Solidaires Tarn, réunie en congrès à Toulouse, réaffirme son engagement dans la lutte contre l'A69 et apporte tout son soutien aux collectifs et opposant-es victimes de la répression et confronté-es à un acharnement des décideurs politiques et des pouvoirs publics pour les criminaliser et les discréditer.

L'union syndicale Solidaires dénonce l'ineptie et le danger dans ce projet d'auto-route entre Castres et Toulouse, projet doublement désapprouvé par le Conseil National de la Protection de la Nature et par l'Autorité environnementale (avis respectivement émis en septembre et octobre 2022). Apparu dans les années 2000, ce projet est non seulement obsolète mais dangereux par le mépris qu'il affiche pour l'urgence climatique. Il s'inscrit dans un modèle de société que nous réprouvons, un modèle qui impose d'aller toujours plus vite, de travailler toujours plutôt longtemps, qui abîme nos existences en même temps que les territoires que nous habitons.

La mise en place de ce projet ne répond nullement à un processus démocratique. Comme le révèlent de récentes enquêtes médiatiques, il est porté par le puissant groupe Pierre Fabre qui exerce un lobbying forcené au mépris de toute considération écologique et sociale.

Hors les intérêts du groupe Fabre et de l'entreprise NGE-Atosca, rien ne justifie cette autoroute qui aurait un coût prohibitif (17 € pour gagner à peine 20 minutes) et conduirait au bétonnage de 400 ha de précieuses terres naturelles et cultivables. Ce projet nécessite l'extraction et le transport de 2,6 millions de tonnes de granulats. Il draine avec lui des usines à bitume qui s'installent à proximité des lieux de vie, notamment d'écoles, menaçant la santé des habitant-es et dégradant leurs conditions d'existence. La vitalité d'un territoire se mesure à la capacité qu'ont ses habitant-es à y travailler, à s'y nourrir, à y tisser des liens de sociabilité, à y satisfaire leurs besoins sans multiplier les déplacements. Ce dont ont besoin les habitant-es d'un territoire c'est de services publics de proximité, d'un environnement sain, de transports publics qui leur permettent de se déplacer sans polluer.

Des universitaires, des collectifs d'habitant-es, des associations environnementales ont mené une expertise de terrain et fourni un travail documenté pour montrer les méfaits de cette autoroute, les risques que fait prendre, à court et à long terme, un tel projet. Des propositions sont faites pour ouvrir une autre voie : aménagement de la RN 126, développement du fret ferroviaire, déploiement des transports publics, bus et train. L'union syndicale Solidaires soutient ces propositions, attentives aux enjeux écologiques et sociaux de la période.

Face à ce projet désastreux, la résistance s'organise : apparue dès les prémices du projet, cette résistance se renforce au fur et à mesure des travaux qui se poursuivent à marche forcée. Les opposant-es subissent une lourde répression qui porte de graves atteintes à leurs droits et met leur vie en danger. La brutalité de cette répression est telle qu'elle a été dénoncée par le rapporteur de l'ONU en charge des défenseurs de l'environnement. Elle s'accompagne d'exactions commises par des groupuscules violents sous le regard complaisant d'élus et d'autorités.

L'union syndicale Solidaires dénonce cette répression et le climat de terreur qui est entretenu. Elle demande a minima la suspension des travaux. Cette mesure est d'autant plus justifiée qu'une enquête parlementaire est en cours et que des recours en justice sont en attente de traitement. Elle s'impose pour apaiser les tensions et éviter un drame. Le département du Tarn reste meurtri par la mort de Rémi Fraisse, militant écologiste tué en octobre 2014 d'une grenade lancée par un gendarme, meurtri aussi par les violences et les représailles qui ont entouré l'opposition au barrage de Sivens. Une telle situation ne doit pas se reproduire. Il appartient aux autorités de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'éviter.